

s'y ajouter. Sans doute le secrétaire parlementaire est-il habitué de cette façon d'agir de son gouvernement. Je voudrais bien que quelqu'un nous dise combien de mesures législatives ont été déposées ici au cours des cinq dernières années, qui n'aient pas donné lieu à des amendements soit de la part du gouvernement soit à la suite des interventions de l'opposition. Il serait temps, une fois que ses membres se sont tellement multipliés, que le gouvernement propose un texte de loi qui ne requière pas d'amendement.

**M. Mahoney:** C'est par respect pour l'opposition.

**M. Howe:** Oh! Le gouvernement prétend que l'opposition perd du temps alors que le secrétaire parlementaire donne à entendre qu'elle améliore les mesures législatives. J'aurais cru qu'avec tous ces secrétaires parlementaires et ministres d'État, le gouvernement n'aurait pas trop de difficultés à les préparer.

Pourtant, encore une fois on nous présente une mesure mentionnée dans le budget en juin dernier à laquelle on ajoutait, jeudi dernier, un autre mini-budget pour combler les lacunes; on commençait à se rendre compte qu'elle ne renforcerait pas l'économie nationale et qu'il fallait la stimuler. Nous savons que ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement libéral met le pays dans un pétrin. Je pourrais remonter à 1957 alors qu'on a élu un gouvernement conservateur. Nous avons alors hérité d'une jolie pagaille. Quelqu'un a découvert le rapport du ministère du Commerce, qui résumait toute l'histoire.

Certaines mesures présentées jeudi dernier sont censées être des innovations. Mais diffèrent-elles vraiment des mesures adoptées par le gouvernement conservateur en 1957 pour remédier à la situation lamentable dont il avait hérité du parti libéral? On nous parle des milliers de Canadiens qui échapperont à l'impôt sur le revenu. L'honorable Donald Fleming a fait la même chose en 1959 pour ranimer l'économie anémiée dont nous avons hérité. Les honorables députés d'en face ne veulent pas y penser ou se le rappeler.

Pourquoi les agriculteurs ont-ils tellement de problèmes aujourd'hui? C'est parce que le gouvernement n'a pas vendu le blé dans l'Ouest lorsqu'il aurait dû le faire et n'a pas dit aux agriculteurs de diversifier leur production. Ceux-ci ont entrepris l'élevage des porcs et des poulets dont ils ont inondé le pays; la grave crise que connaît présentement l'agriculture en est le résultat. J'ai cependant une ou deux suggestions au sujet des omissions que comporte ce bill et qui ne figuraient pas non plus dans le mini budget de la semaine dernière. Je songe à la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction qui n'a pas été abolie, malgré toutes les instances des propriétaires en perspective et des associations de propriétaires. A mon avis, cette initiative est très importante à l'heure actuelle, car indépendamment des affectations additionnelles à la construction domiciliaire annoncées jeudi dernier par le gouvernement, le citoyen moyen trouve aujourd'hui que l'habitation est trop onéreuse. Il faudrait des mesures propres à réduire le prix des maisons. La suppression de la taxe de vente signifierait pour le particulier une réduction de \$1,000 du coût d'une maison, montant juste suffisant pour combler l'inflation annuelle dans le domaine de la construction domiciliaire.

• (8.50 p.m.)

Les chiffres de Statistique Canada révèlent que le prix du bois de construction et des produits connexes a augmenté de 12.3 p. 100 d'août 1970 à août 1971. Quelle en sera

[M. Howe.]

la conséquence sur l'industrie de la construction? L'acheteur ou le constructeur d'une habitation devra payer un prix au-dessus de ses moyens. Des milliers de gens au Canada ne peuvent pas acquitter les frais hypothécaires actuels même s'ils se répartissent sur une période de 30 ans. La plupart d'entre nous, monsieur le président, serions très ennuyés de supporter les frais hypothécaires imposés actuellement à certains de nos enfants dans le domaine de la construction domiciliaire. La suppression de cette taxe de vente de 11 p. 100 constituerait un stimulant considérable pour les gens qui veulent acheter leur propre maison.

Je rappellerai aux députés qu'il y a quelques années, le gouvernement accordait une prime de \$500 à ceux qui se construisaient une maison durant l'hiver. D'après un relevé effectué récemment par Manpower Services Limited, la main-d'œuvre embauchée dans l'industrie de la construction diminuera de 23.1 p. 100 cet hiver. Le chômage est très répandu actuellement, monsieur le président, mais un relevé révèle que l'effectif ouvrier de cette industrie sera réduit de 23.10 p. 100. Si le gouvernement incitait les Canadiens à acheter leur propre maison durant l'hiver en éliminant la taxe de vente de 11 p. 100 et en offrant une prime de \$500, ces initiatives pourraient stimuler fortement l'industrie et maintenir sa main-d'œuvre active.

Je dois présenter une autre proposition. Elle coûterait assez cher au gouvernement, mais il s'agit d'un programme qui a bien marché lorsque nous étions au pouvoir, et qui viendrait en aide à certains ouvriers du bâtiment dont l'emploi est menacé. Je propose un programme de publicité qui inciterait la population à faire faire les travaux de réparations, de tuyauterie et de plâtrage en hiver. Les députés se souviennent du slogan «Pourquoi attendre au printemps? Faites les travaux maintenant.» Il a été efficace. Le gouvernement devrait songer à relancer ce programme.

Je crois que nous n'avons pas assez de programmes qui encouragent les gens à améliorer leur mode de vie, le service qu'ils assurent, les produits qu'ils fabriquent, et le travail qu'ils font. Nombre d'entre nous sommes préoccupés par la forte baisse de la production par habitant au Canada depuis environ un an. Dans le *Journal* d'Ottawa du 18 juin, on trouvait un éditorial intitulé «Canada Would be the 47th State.» Il citait les vues de l'ancien procureur général de la Colombie-Britannique, M. Robert Bonner, qui s'est retiré de la politique pour devenir vice-président de la société MacMillan Bloedel Ltd. Il a soulevé les points ci-après lors d'une causerie prononcée à l'Université Western Ontario:

Il fut un temps où le Canada n'était dépassé que par les États-Unis du point de vue du produit national brut par habitant. Nous occupons maintenant la quatrième place—la Suède et la Suisse nous ayant dépassés depuis quelques années.

Si nous voulons dépenser comme nos voisins américains qu'inconsciemment nous imitons, il nous faut d'abord essayer de gagner autant que ces voisins.

Le revenu par habitant au Canada n'est supérieur qu'à celui de la Virginie de l'Ouest, de l'Alabama, de l'Arkansas et du Mississippi.

Notre rendement par personne a baissé, avec des conséquences inflationnistes. A mon avis, le gouvernement devrait présenter une mesure législative visant à encourager les sociétés et compagnies qui admettent la participation aux bénéfices de leurs employés. Elles devraient bénéficier de concessions fiscales spéciales. Sachant qu'en travaillant davantage et en produisant une marchandise de meilleure qualité on gagnera un peu plus, on